

"Enseigner la science politique"

Jeudi 27 février 2025 – 13h45 / 17h00

APHG-Bretagne - AFSP /groupe ESP

Université de Rennes / Faculté de Droit et de Science Politique

(Amphithéâtre 4 / Pierre-Henri TEITGEN)

Métro Jules-Ferry

13h45 : Accueil - Ouverture

I- Penser la démocratie : démocratie directe et représentative

- **14h00** : Didier Mineur (Sciences Po Rennes) : *La représentation et sa crise : l'écart à soi de la société démocratique*

La « crise de la représentation » politique est généralement considérée comme un dysfonctionnement du gouvernement représentatif. Elle doit plutôt être considérée comme inhérente à la représentation. La représentation est en effet toujours le lieu d'une dissemblance entre représentants et représentés. Aux origines du gouvernement représentatif, cette différence était assumée : la représentation n'avait pas à reproduire, mais à inventer une volonté nationale qui ne lui préexistait pas. Au fil du temps, la pratique de la représentation politique a été transformée par l'exigence démocratique de transmission des volontés des gouvernés aux gouvernants. L'insatisfaction à l'égard de la représentation demeure pourtant. Logé au cœur de la relation de représentation, cet écart persistant entre représentants et représentés atteste de la non-coïncidence à soi d'une société démocratique caractérisée par l'indétermination de ses fins.

Didier Mineur est professeur des universités en philosophie politique à Sciences Po Rennes. Ses travaux portent sur la représentation politique, l'Etat de droit, et la légitimité démocratique - en particulier le principe de majorité. Il a publié notamment *Archéologie de la représentation politique. Structure et fondement d'une crise*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, *Carré de Malberg. Le positivisme impossible*, Paris, Michalon, coll. « Le bien commun », 2010, et *Le pouvoir de la majorité. Fondements et limites*, Paris, Classiques Garnier, 2017.

- **14h30** : Benjamin Boudou (Université de Rennes) : *Représenter les non-citoyens*

Un des principes garantissant la légitimité démocratique consiste à s'assurer que ceux qui sont concernés par une loi ou une décision ont eu leur mot à dire, généralement par le vote. Mais que faire de tous les non-citoyens, affectés par les décisions collectives prises par les citoyens, mais qui n'ont pas le droit de vote ? L'hypothèse de cette communication est que la représentation des intérêts des non-citoyens offre une manière acceptable de les inclure. S'il est irréaliste d'envisager des votations globales ou un *démos* à géométrie variable, des formes variées de représentation peuvent pallier le manque de légitimité des décisions qui ont des effets au-delà des frontières de la citoyenneté ou du territoire. Nous examinerons donc les raisons d'élargir notre conception de la représentation pour démocratiser le pouvoir exercé sur les non-citoyens, notamment dans le contexte des migrations contemporaines.

Benjamin Boudou est professeur de science politique à l'Université de Rennes. Il est rédacteur en chef de la revue *Raisons politiques* et fellow de l'Institut Convergences Migrations. Il est l'auteur de *Politique de l'hospitalité. Une généalogie conceptuelle* (CNRS Éditions, 2017) et *Le dilemme des frontières. Éthique et politique de l'immigration* (Éditions de l'EHESS, 2018). Il a récemment publié dans *Citizenship Studies*, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, *European Journal of Political Theory*, et *Critical Review of International Social and Political Philosophy*.

15h00 : Discussion

15h20 : Pause

II- Avancées et recul des démocraties

- **15h30** : Marie-Hélène Sa Vilas Boas (Université de Nice) : *Mémoire d'une transition démocratique : le 25 avril en débats*

Alors que le Portugal commémore les 50 ans de la Révolution des œillets, plusieurs manifestations ont été organisées en novembre 2023 pour valoriser la date du 25 novembre 1975, qui met un terme au « processus révolutionnaire en cours » (PREC). Comment comprendre ces débats mémoriels et la célébration d'une seconde date pour définir la transition démocratique ? Que nous disent-ils sur l'évolution du système de partis portugais ? A partir de l'analyse des célébrations du 25 novembre réalisées par les droites portugaises en 2023, nous analysons les relectures de la transition démocratique dans un système de partis en

recomposition.

Marie-Hélène Sa Vilas Boas est maitresse de conférences en science politique à l'Université Côte d'Azur. Elle travaille sur les droites conservatrices au Brésil et au Portugal. Elle a co-coordonné le *Dictionnaire politique de l'Amérique latine* (Editions de l'IHEAL, 2024 - avec H. Combes, M.L. Geoffray et C. Goirand) et *Le Portugal depuis la Révolutions des œillets* (L'Harmattan, 2022- avec C. Roux et V. Pereira).

- **16h00** : Jean-Vincent Holeindre (Université Paris Panthéon-Assas) :
Penser la démocratie par temps sombres

Le modèle démocratique et libéral, perçu comme triomphant au lendemain de la guerre froide, est aujourd'hui fortement attaqué. De l'extérieur par des régimes autoritaires (Chine, Russie notamment) qui le jugent à la fois inopérant et illégitime. De l'intérieur par le biais d'une nouvelle lutte de classes entre « perdants » « gagnants » de la mondialisation, mais aussi par la voix de divers « populismes » qui prétendent restaurer la « vraie » démocratie. La victoire de Trump aux Etats-Unis est en partie le symptôme de cette crise profonde qu'il s'agira d'analyser. **Jean-Vincent Holeindre** est professeur de science politique à l'Université Paris-Panthéon-Assas et directeur du Centre Thucydide. Il a notamment publié *La démocratie. Entre défis et menaces*, éd. Sciences Humaines, 2020.

16h30 : Discussion

17h00 : Fin

Contacts : amaury.chauou@univ-rennes2.fr / cedric.passard@sciencespo-lille.eu